Distr. :
RESTREINTE

A/AC.25/Com. Gen./SR.70
10 octobre 1950
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DE CONCILIATION DES NATIONS UNIES POUR LA PALESTINE

Comité Général
~~BUREAU~~

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SOIXANTE-DIXIEME SEANCE

Tenue à New-York, le 10 octobre 1950, à 11 heures.

Présents : M. HERALP (Turquie) - Président
M. de NICOLAY (France)
M. BARCO (Etats-Unis)
M. de AZCARATE - Secrétaire principal

Rapport complémentaire de la Commission au Secrétaire général :

(Examen du document de travail W/51 du Secrétariat)

Le PRESIDENT estime que le document de travail est fort utile et aidera considérablement le ~~Bureau~~ ^{*Comité Général*} lorsqu'il rédigera le rapport complémentaire. On peut se demander si certaines parties de ce document pourront être utilisées dans le rapport même.

Le rapport complémentaire se présentera sous la forme d'une brève analyse de la situation et indiquera d'une manière générale comment la Commission estime qu'il convient de régler les questions qui lui sont soumises. Le Président ne pense pas que la Commission doive traiter, dans son rapport, le fond même de la question.

M. BARCO (Etats-Unis) dit qu'on n'a pas rédigé le document de travail en vue d'en faire une partie du rapport complémentaire; toutefois, il est d'avis que le ~~Bureau~~ ^{*Comité Général*} le prenne pour base de son projet de rapport, en s'inspirant de ses lignes générales et de son esprit, mais en le résumant sensiblement.

M. de NICOLAY (France) reconnaît que M. de Boisanger et lui-même jugent le document de travail excellent; il approuve la suggestion de M. Barco.

Il saisit cette occasion pour rappeler les idées de M. Boisanger en ce qui concerne les lignes générales du rapport complémentaire. Celui-ci devrait être très bref - cinq à six pages par exemple - et se guider sur l'idée suivante : la situation actuelle en Palestine constitue une menace contre la paix et le moment est venu pour l'Organisation des Nations Unies de prendre les mesures appropriées pour y mettre fin.

La première partie du rapport devrait rendre compte brièvement de la situation : les Accords d'armistice sont toujours en vigueur, mais leur portée est limitée; ils n'ont été conçus qu'à titre de mesure provisoire; les incidents de frontière se multiplient, etc.

La deuxième partie traiterait la question des réfugiés.

La troisième partie pourrait contenir les suggestions de la Commission : que l'Assemblée invite les Parties à se réunir sous ses auspices afin de négocier le règlement de toutes les questions sur lesquelles elles ne se sont pas encore mises d'accord; que la résolution du 11 décembre 1948 concernant les réfugiés soit affirmée de nouveau, mais compte tenu du fait que certains réfugiés ne tiennent peut-être pas à rentrer dans leurs foyers, et qu'en conséquence l'Assemblée prenne des mesures pratiques en vue d'une indemnisation, de la reconnaissance par les Etats arabes des droits civils des réfugiés qui demeurent dans leurs pays, etc...

M. de Nicolay ne pense pas que la Commission doive, à l'heure actuelle, s'attacher aux questions territoriales.

Comité Spécial
Le ~~Bureau~~ donne ensuite lecture du document de travail dont il supprime de nombreux passages; il fait, en même temps, plusieurs suggestions.

Il prie le Secrétariat de préparer un projet de rapport complémentaire d'après le document de travail et les indications du *Comité Spécial* ~~Bureau~~, notamment en ce qui concerne la nécessité de souligner tout particulièrement la recommandation de la Commission tendant à ce que l'Assemblée invite les Parties à entreprendre des négociations directes au sujet de toutes les questions qui ne font pas encore entre elles l'objet d'un accord.

Au cours de la discussion générale qui suit, les opinions suivantes sont exprimées.

Le SECRETAIRE PRINCIPAL voudrait un rapport qui, tout en étant le plus bref possible, ne soit pas trop condensé. La Commission travaille depuis dix-huit mois et son devoir vis-à-vis de l'Assemblée l'oblige à rendre clairement compte de la situation. Le rapport doit pouvoir contenir un exposé de toutes les considérations propres à donner satisfaction à chacune des Parties; on parviendra ainsi à réaliser l'équilibre.

M. BARCO (Etats-Unis) juge important d'insister sur la nécessité de faire comprendre aux Parties qu'elles doivent se faire mutuellement des concessions, si l'on veut que les négociations puissent être entreprises utilement. Or, jusqu'à présent, aucune des Parties n'a fait preuve de cet esprit de concessions mutuelles.

M. Barco estime que le rapport doit souligner surtout la nécessité de faire procéder à des négociations directes.

Le SECRETAIRE PRINCIPAL est d'avis qu'il faut toutefois éviter de donner à l'Assemblée l'impression que, si des négociations directes sont entreprises, tous les problèmes seront automatiquement résolus. Il faut préciser, au contraire, que l'absence même de négociations directes a empêché toute tentative de règlement des questions en instance.

Le rapport devrait, à son avis, faire état de l'attitude actuelle des Parties en ce qui concerne la question territoriale.

M. de NICOLAY (France) déclare que sa délégation s'élève contre toute mention de la question territoriale; elle estime en effet que la seule façon de résoudre le problème consiste à maintenir la situation actuelle, sous réserve de modifications peu importantes. Il est évident que cette opinion ne saurait être formulée.

Le PRESIDENT conclut en déclarant qu'il faut, dans le rapport, recommander à l'Assemblée de faire sentir aux deux Parties la nécessité de conclure la paix le plus rapidement possible; si toutefois l'attitude des Parties ne manifeste pas la volonté d'agir de la sorte, on ne saurait escompter aucun résultat, fût-ce de négociations directes.

La séance est levée à 12 heures.